

... contre 3,7% en moyenne
 ... la zone euro et... 9,1% de
 ... côté du Rhin, selon les
 ... de COE-Rexecode. «Cela
 ... permis de réduire notre écart
 ... Allemagne et l'Espagne», té-
 ... Agnès Roger, directrice gé-
 ... d'Arjowiggins Graphic, une
 ... qui fabrique des papiers
 ... et de création.

... est pas tout. Grâce à la com-
 ... de l'embellie conjonctu-
 ... de la politique de l'offre, les
 ... ont pu reconstituer leurs
 ... passées de 29% en 2013 à
 ... aujourd'hui. Du coup,
 ... d'entre elles se sont re-
 ... à embaucher. L'an
 ... 192 000 emplois ont été
 ... le secteur marchand, le
 ... chiffre depuis 2007, et la
 ... devrait se poursuivre,
 ... les spécialistes. Autres
 ... nouvelles pour le gagnant
 ... identifiées, le nombre de
 ... est en forte baisse
 ... rapport à 2015), et le mo-
 ... en nette améliora-
 ... confiance est au plus
 ... dix ans», se félicite
 ... Stéphane Colliac, spé-
 ... France chez l'assureur-
 ... Hermes. Selon lui, «les
 ... devraient continuer de
 ... et se remettre à investir



Entre la Grèce, le Brexit et Donald Trump, de nombreux dossiers-pièges attendent le président."

Christophe Barraud,
 chef économiste
 de Market
 Securities

dans la construction». «Toute la chaîne de la reprise est enfin là», confirme Christian Parisot, chef économiste d'Aurel BGC. Au total, la croissance devrait se renforcer en 2017 pour atteindre un rythme comparable à celui de nos voisins (entre 1,3 et 1,5%, contre 1,1% l'an dernier). Preuve que le mouvement est bien enclenché, l'acquis de croissance - autrement dit le niveau que celle-ci atteindrait sur l'ensemble de l'année si le PIB stagnait pendant les six mois suivants - devrait d'ailleurs être proche de 1,1% selon les calculs de l'Insee. En somme, le nouveau chef de l'Etat a toutes les raisons de se montrer optimiste.

Pour autant, ce n'est tout de même pas un jardin fleuri de roses qui l'attend dans son palais parisien. D'abord parce que l'embellie conjoncturelle reste très relative. Selon les prévisions de l'OFCE, à politique économique inchangée, l'activité dans notre pays ne devrait se renforcer que très légèrement sur l'ensemble du prochain quinquennat (de 1,6% par an en moyenne). Et le plein-emploi resterait un objectif inatteignable, puisque le taux de chômage serait encore de 7,8% en 2022. S'il veut réussir, le chef de l'Etat va donc devoir s'attaquer sans attendre aux maux structurels qui minent depuis toujours notre économie, et que François Hollande lui a gentiment laissés en héritage. Education nationale à la dérive, formation professionnelle inadaptée, régimes de retraite en déficit, droit du travail pesant, normes étouffantes, assurance-maladie affaiblie par les gaspillages, collectivités locales empilées, sans parler de notre administration pléthorique et de nos prélèvements éléphants. Il y a de l'ouvrage! «Il faudrait aussi faire disparaître les nombreuses barrières à la concurrence qui minent le marché des services», complète Nicola Brandt, spécialiste de la France à l'OCDE.

CES TRAVAUX D'HERCULE seront d'autant plus ardues à mener que le prochain chef de l'Etat ne disposera d'aucune marge de manœuvre budgétaire. Là encore, le bilan de l'ex-«président normal» est loin d'être

reluisant. Certes, les déficits publics se sont un peu réduits : l'an dernier, ils se sont établis à 3,4% du PIB, contre 4,8% en 2012. Mais la dette, qui n'a cessé de croître à folle vitesse pendant le quinquennat, atteint désormais 2 200 milliards d'euros, soit le niveau inquiétant de 96% du PIB. La France n'est pas encore l'Italie et la Grèce, mais elle s'en approche...

Et les choses ne devraient pas s'améliorer cette année, car, c'est une coutume dans le métier, François Hollande a un peu chargé la barque des dépenses avant son départ. «Certaines ont été reportées et d'autres sous-estimées dans le budget 2017 pour tenir l'objectif affiché de 3% de déficit», dénonce François Ecalle, ancien conseiller à la Cour des comptes et fondateur du site spécialisé dans les finances publiques Pipeco. Selon ses estimations, l'impasse budgétaire pourrait en réalité avoisiner 3,2% cette année, bien plus que les 2,7% annoncés par le gouvernement.

POUR NE RIEN ARRANGER, les taux d'intérêt sont désormais sur une pente remontante. «Leur baisse a beaucoup aidé le gouvernement à réduire le déficit, puisqu'elle a contribué à environ la moitié des économies budgétaires réalisées entre 2012 et 2016», calcule Hélène Baudchon, économiste chargée de la France chez BNP Paribas. A l'inverse, selon les données de l'Agence France Trésor, une remontée des taux de 1 point augmenterait la charge de la dette de 2,1 milliards la première année et de 6,9 milliards au bout de trois ans. Pour tenir le coup et le cap, le nouveau chef de l'Etat n'aura donc d'autre choix que de s'attaquer à nos faramineuses dépenses publiques. «Il y a beaucoup d'économies à faire en réformant les collectivités territoriales ou en ciblant mieux les dépenses sociales, comme les allocations familiales», lui conseille Nicola Brandt.

Comme si cela ne suffisait pas, le nouveau président va devoir faire face à toute une série de défis internationaux redoutables. A commencer par ceux qui menacent le Vieux Continent. En juillet prochain, la

RESTE ENCORE TRÈS FRAGILE

